



BRÈVES ÉCONOMIQUES DU CÔNE SUD DE BUENOS AIRES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

N°10 – Mars 2022

En bref – Alors qu’il prend ses fonctions, le nouveau président Gabriel Boric confronté aux incertitudes qui pèsent sur l’économie chilienne, exacerbées par le conflit russo-ukrainien

Le vendredi 11 mars, le nouveau président chilien Gabriel Boric, élu mi-décembre dernier, prendra officiellement ses fonctions. Il héritera, comme dans la plupart du reste du monde, d’un panorama économique complexe et incertain, avec une économie chilienne qui, malgré une pandémie rapidement enjambée (les 12% de croissance de 2021 compensant largement la récession de 5,8% en 2020), devrait retrouver une croissance économique relativement modeste (1,9% en 2022 selon le FMI) et subir des tensions records sur les prix non observées depuis 14 ans. La guerre en Ukraine n’a fait qu’exacerber l’incertitude qui pèse sur l’économie chilienne. En effet, quelques jours après le début du conflit, les agents économiques ont confirmé leurs faibles anticipations d’activité économique – à 2% pour 2022 – et revu à la hausse leurs anticipations d’inflation. Ils projettent désormais une inflation de 5,8% d’ici la fin 2022 – contre 5,3% en février et 4,7% en mars – qui dépassera la cible de la Banque centrale à 3%. Les agents craignent ainsi de très fortes retombées indirectes sur l’activité économique et les prix. Les impacts directs du conflit, à travers les flux commerciaux et financiers, semblent en effet limités. La Russie et l’Ukraine ne sont pas des partenaires commerciaux de premier ordre pour le Chili et les acteurs financiers locaux, en particulier les fonds de pension privés et les fonds souverains, sont très faiblement exposés à ces deux pays. Les retombées indirectes pourraient elles naître, en premier lieu, de la hausse des prix des matières premières exportées par la Russie et l’Ukraine. En effet, alors que les excès de liquidité issus des injections pour faire face à la crise sanitaire qui avaient nourri l’inflation en 2021 commençaient à s’estomper, l’inflation importée pourrait prendre le relais en 2022. Elle sera stimulée par l’envolée des prix énergétiques, et surtout du gaz et du pétrole, alors que le Chili importe plus de 90% du pétrole qu’il consomme. Le pays sera aussi sensible aux variations sur les marchés du blé et du maïs, puisqu’il importe, respectivement, 44% et 75% de sa consommation de ces deux céréales. Dépendant surtout de l’Argentine, du Canada, des États-Unis et du Paraguay pour son approvisionnement, il devrait surtout être sensible aux impacts sur les prix. Les retombées sur l’inflation pourraient être rapides et s’observer dès le mois de mars. Elles pourraient également être amplifiées par les risques de dépréciation du peso par rapport au dollar américain, nourris par l’incertitude liées aux évolutions géopolitiques pouvant peser sur les conditions financières externes et provoquer des fuites de capitaux, mais aussi par la dégradation des termes de l’échange et l’atonie de la demande externe du fait d’un potentiel ralentissement de l’activité économique mondiale. Mais pour l’heure, la tendance est, comme dans le reste de l’Amérique latine, à l’appréciation du peso (+6% depuis le début de l’année) grâce au prix record du cuivre (56% des exportations chiliennes) qui flirte avec les 10.000 USD la tonne. Cette tendance pourrait toutefois se renverser et, plus généralement, les tensions inflationnistes se revigorer, si la guerre dure et les effets délétères sur les économies avancées persistent. Dans ce cas, la perspective d’une baisse substantielle de l’inflation à partir du 2^{ème} semestre de 2022 anticipée par la Banque centrale avant le début du conflit s’éloignerait. Les agents économiques s’attendent par ailleurs à de nouvelles levées de taux agressives de la part des autorités monétaires fin mars et début mai. Mais les autorités sont prises en étau entre la nécessité de contrôler l’inflation et le risque d’étouffer la croissance, voire de provoquer une récession. Or, même le nouveau président Gabriel Boric le martèle, les projets de refonte du modèle socio-économique de son programme présidentiel ont pour conditions *sine qua non* la stabilité macroéconomique et budgétaire du pays.

LE CHIFFRE À
RETENIR

5,8%

Anticipations d’inflation des
agents économiques pour 2022

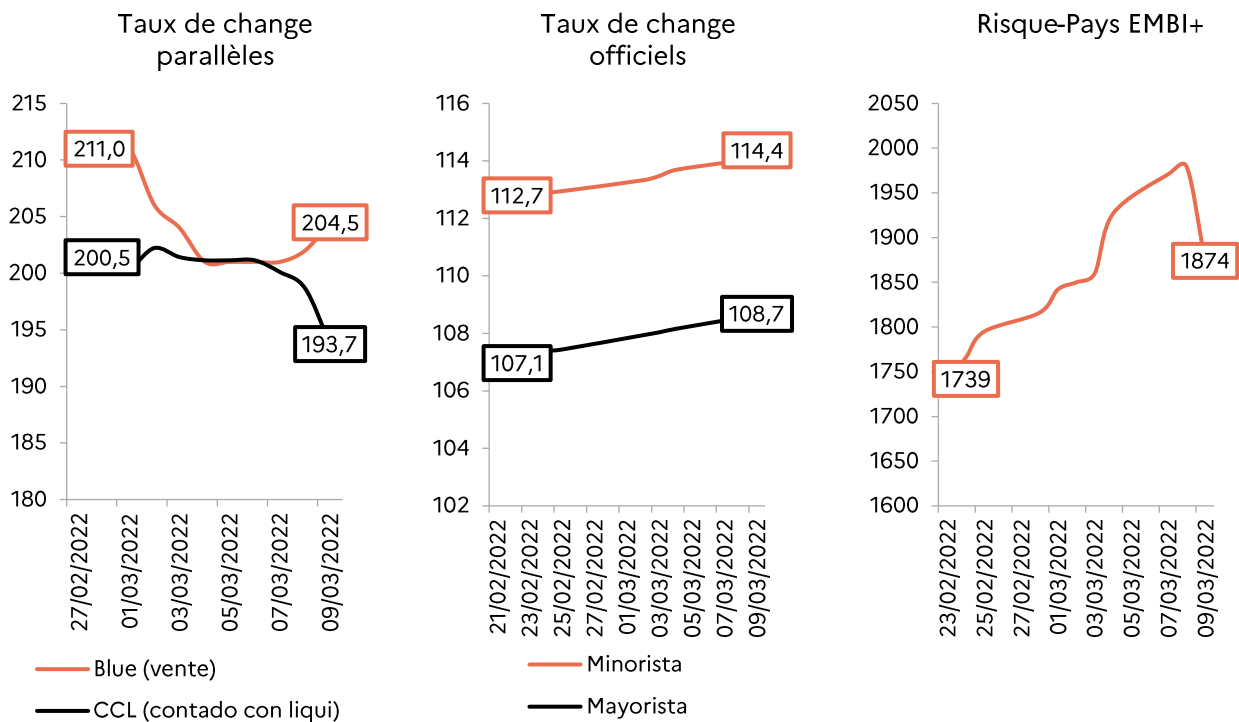
Zoom sur la situation sanitaire

Évolution de la vaccination

	Pourcentage de la population ayant reçu au moins une dose	Pourcentage de la population complètement vaccinée	Pourcentage de la population ayant reçu une 3 ^{ème} dose
Argentine	88,7%	79,6%	38,3%
Chili	92,8%	90,0%	77,4%
Paraguay	52,9%	44,6%	15,9%
Uruguay	85,1%	78,4%	55,3%
Amérique du Sud	82,3%	71,0%	29,8%
Brésil	83,5%	73,1%	32,0%
Colombie	81,0%	66,3%	17,8%
France	80,1%	77,7%	53,2%

Source : Our World in Data

Graphiques – Argentine



ARGENTINE

La Chambre des députés approuve l'accord avec le FMI

Avec 202 votes en faveur, 37 contre, 13 abstentions et 4 absents, la Chambre des députés a autorisé dans la matinée du 11 mars, le gouvernement argentin à s'endetter à nouveau auprès du FMI (45 Mds USD, soit 1.000 % de la quote-part) pour refinancer sa dette et renforcer les réserves de change.

Pour accorder leur soutien, les représentants de la coalition des partis d'opposition, Juntos por el Cambio, avaient exigé de modifier le projet de loi pour autoriser le gouvernement à s'endetter auprès du FMI, mais sans toutefois endosser formellement la politique économique proposée dans le programme négocié.

Dans un communiqué publié en amont du vote, la coalition d'opposition Juntos por el Cambio justifie son soutien par la volonté d'éviter un défaut tout en expliquant que « le programme est une compétence exclusive de l'exécutif » et qu'il « ne résout pas les problèmes liés au déclin du pays ».

Le texte passe désormais au Sénat, présidée par la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner. Il devrait se prononcer la semaine prochaine.

Vers un risque de stagflation en Argentine ?

À la différence des mois précédents, les indicateurs avancés d'activité ne permettent pas d'anticiper les orientations de l'activité économique au cours des prochains mois, compte tenu des profonds déséquilibres et

risques systémiques qui pourraient découler du conflit russo-ukrainien. Ainsi, les chiffres qui sont publiés par l'Institut des statistiques, moroses en janvier, montrent déjà des signes de stagflation (stagnation de l'activité et forte inflation) en Argentine, et ce avant même le déclenchement de l'offensive russe en Ukraine.

En effet, corrigé des variations saisonnières, l'activité industrielle recule de 5,5% sur un mois en janvier. En rythme annuel, l'activité industrielle se tasse (-0,3%) avec toutefois des divergences entre les secteurs. Alors que le repli est très marqué pour la production d'automobiles et d'autres équipements de transport (-12,0%), de meubles et d'autres industries (-7,0%), mais aussi de minéraux non métalliques (-6,1%) et enfin d'aliments, de boissons et de tabac (-3,7%), la tendance est haussière pour les activités de raffinage (+4,3%), le bois et papier (+5,0%), ainsi que les textiles (+9,2%), entre autres.

De la même manière, la construction affiche une contre-performance, tant en glissement mensuel (-3,9%) qu'en rythme annuel (-5,0%). Ces mauvais résultats pourraient ainsi se répercuter sur l'emploi dans ce secteur, déjà en baisse en décembre (environ 387.200 postes, contre 389.900 en novembre 2021).

Sur le plan extérieur, les services touristiques sont dynamiques (+479% pour les arrivées de touristes et +145% pour les départs de résidents sur un an), bien qu'en défaveur de l'Argentine (avec 122.000 visiteurs étrangers arrivés en janvier versus 145.600 départs de résidents).

De plus, les échanges de biens progressent aussi rapidement (10,8 Mds USD ; +23,3% sur un an) portés à la fois par les exportations (5,5 Mds USD ; +12,9% sur un an) et les importations (5,3 Mds USD ; +36,6% sur un



an). Les ventes argentines, en particulier les produits primaires (1,9 Md USD ; +79,6% sur un an ; 34,7% du total des exportations), bénéficient de la montée des prix (+20,5%), qui a ainsi plus que compensé la baisse des quantités livrées (-6,3%).

De leur côté, les achats à l'étranger profitent de la hausse des prix (+13%) et des volumes (+20,5%), ce qui fait craindre l'imposition de nouvelles restrictions sur les importations en cas de dégradation du solde commercial. Cette mesure viendrait alors compenser le renchérissement des cours mondiaux.

En effet, si l'excédent commercial reste en faveur de l'Argentine (296 MUSD en janvier), les effets de la reprise économique post-pandémie (dont la résurgence des tensions inflationnistes et la perturbation des chaînes d'approvisionnement), des aléas climatiques (sécheresse) et du conflit russo-ukrainien, pourraient nettement dégrader la balance commerciale argentine.

S'agissant du conflit en Ukraine, les canaux de contagion sont multiples¹. L'envolée du prix du fret (+121,4% sur un an, dont +186% avec la Chine, +127% avec l'Amérique du Nord et +90% avec l'Union européenne) et des cours mondiaux (112 USD/baril pour le Brent, 440 USD/tonne pour le blé livrable en mars) pourrait raviver les tensions sur les prix via l'inflation importée. Pour rappel avant le déclenchement du conflit, l'inflation en janvier était déjà à 3,9% sur un mois et 50,7% sur un an. Ainsi, les effets d'entraînement sur les prix, même pour les biens produits en

Argentine (céréales, viandes, automobiles) pourraient être importants, conduisant à des mesures restrictives (possibles restrictions sur le commerce extérieur), ce qui pèsera davantage sur les entreprises (perte de compétitivité, manque à gagner sur les exportations, tensions sur les importations, rupture des chaînes d'approvisionnement) et les ménages (perte de pouvoir d'achat).

La pression sur les finances publiques sera également forte, par le biais notamment des subventions (énergies, transports, y compris en faveur d'Aerolíneas Argentinas). L'État pourrait aussi être obligé d'intervenir en soutien aux ménages à travers des dispositifs conventionnels (aides sociales) et *ad hoc* (gel des prix), remettant ainsi potentiellement en cause la trajectoire de réduction du déficit primaire négociée avec le FMI (-3,0% du PIB en 2021, puis -2,5% du PIB en 2022, -1,9% du PIB en 2023, -0,9% du PIB en 2024, pour atteindre l'équilibre en 2025).

YPF confirme son redressement économique post-pandémie

En 2021, l'excédent brut d'exploitation de la société nationale argentine de pétrole YPF s'est élevé à 3,8 Mds USD, soit plus du double de 2020 et 6% de plus qu'en 2019. Au 4^{ème} trimestre, elle a affiché un bénéfice net de 227 MUSD. Ces résultats, ajoutés à ceux du 3^{ème} trimestre, ont ainsi compensé les pertes accumulées au cours du 1^{er} semestre.

En 2021, l'entreprise a mis en œuvre son plan d'investissement de près de 2,7 Mds USD, qui

son côté, l'Ukraine est le 1^{er} producteur de tournesol, le 6^{ème} pour le maïs, le 7^{ème} pour le blé et dans le top 10 mondial pour la betterave, l'orge, le soja et le colza. Qui plus est, les deux pays sont également d'importants acteurs dans la production de palladium (Russie), mais aussi de néon (70% des exportations mondiales viennent d'Ukraine), qui sont nécessaires à la production de semi-conducteurs.

¹ La Russie est le 2^{ème} producteur mondial de gaz naturel (679 Mds m³ en 2019) et le 3^{ème} producteur mondial de pétrole (11,2 Mb/j en 2019). La Russie est également le 1^{er} exportateur de blé (1/5^{ème} du commerce mondial), un important producteur d'engrais (10 à 20% du marché mondial de phosphate, selon les catégories) et dans le top 5 mondial pour l'acier, le nickel et l'aluminium. De



représente une hausse de 70% par rapport à l'année précédente. Au 4^{ème} trimestre, la société a investi 908 MUSD, soit 30% de plus qu'au trimestre précédent.

Par ailleurs, en 2021, la production totale d'hydrocarbures est restée stable pour la première fois après cinq années de baisses consécutives. Les travaux réalisés en 2021 pour optimiser la production lui ont permis d'obtenir une augmentation de près de 9% de la production de pétrole et de 12% de la production de gaz au 4^{ème} trimestre par rapport à la même période en 2020.

De plus, l'activité non conventionnelle a continué d'afficher d'excellents résultats et représente désormais plus d'un tiers de la production de la société. La production de pétrole non conventionnel a augmenté de 62% au dernier trimestre par rapport au même trimestre de 2020, et celle de gaz non conventionnel a doublé au cours de la même période. En outre, 2021 a affiché le plus grand nombre de puits horizontaux réalisés depuis le début de l'exploitation de Vaca Muerta en 2013.

Pour l'année 2022, YPF prévoit d'investir près de 3,7 Mds USD, ce qui représenterait une hausse de plus de 40% par rapport à 2021. Le plan d'investissement se concentrerait sur les activités d'exploration et d'exploitation, avec 2,8 Mds USD d'investissements. Sur ce montant, 1,6 Md USD serait spécifiquement affecté au développement de l'activité non conventionnelle.

Le fonds Danone écosystème soutient le recyclage des déchets et l'économie circulaire en Argentine

Le 10 mars 2022, son Excellence Madame l'Ambassadrice de France en Argentine,

Claudia Scherer-Effosse, a visité le centre vert « El Alamo », une des usines de tri des déchets recyclables du projet Cartoneros, financé notamment par Danone à travers son fonds Danone écosystème.

Grâce à un partenariat avec la Fundación Avina et les coopératives de *recuperadores* (ramasseurs de déchets) de la ville de Buenos Aires, Aguas Danone Argentina a pu mettre en œuvre ce projet qui permet d'augmenter la quantité de déchets recyclés, et en particulier de plastique PET, que l'entreprise utilise pour fabriquer ses bouteilles, tout en s'attachant à améliorer les conditions de vie des *recuperadores*.

En effet, il apporte une reconnaissance et une sécurité d'emploi et de salaire à un public très vulnérable, tout en les formant et en leur offrant une assistance technique. Ainsi, le projet Cartoneros permet à la filiale argentine de l'entreprise française de promouvoir l'économie circulaire et soutenir le recyclage inclusif en Argentine.

De plus, elle porte aussi comme ambition d'encourager la mise en place de politiques publiques ambitieuses sur le sujet de la gestion des déchets, à commencer par une reconnaissance et une professionnalisation de l'industrie du recyclage en Argentine. En effet, si les machines sont financées par Danone écosystème et appartiennent aux coopératives, ce sont les municipalités qui possèdent les usines et paient une partie du salaire des *recuperadores*.

S'il a été initié dans la ville autonome de Buenos Aires (CABA, pour ses initiales en espagnol), où le gouvernement local a montré une certaine volonté sur ce thème en votant la « Loi zéro déchet » dite « *Ley de Basura Cero* » en 2007, le projet a pu être développé dans tout le pays.

Fin 2021, le projet Cartoneros avait permis de créer 32 coopératives comme celle d'El Alamo dans 25 villes argentines, traitant 2.444 tonnes de matériaux recyclables par mois (carton, plastique, verre) et permettant l'amélioration des conditions de vie de 3.422 *recuperadores*. Pour 2023, le projet a pour objectif d'inclure 4.500 personnes.

Un nouveau centre vert va être inauguré d'ici la fin du mois de mars à Las Heras, dans la province de Mendoza, une commune très pauvre où Danone possède son usine d'eau Villavicencio. Ce projet, très symbolique pour l'entreprise française, est le premier de ce type à être entièrement financé par une entreprise en Argentine.

À l'échelle nationale, le projet d'une loi sur l'emballage (« *Ley de Envase* ») a été présenté au Congrès le 31 octobre dernier afin de développer le recyclage et l'économie circulaire et pour défendre le principe du pollueur-payeur et donc responsabiliser les producteurs d'emballages. Toutefois, la temporalité de cette discussion, entre les élections législatives qui ont sensiblement changé la composition du Congrès et les vacances d'été, a repoussé l'examen de ce projet de loi qui devrait reprendre sous peu.

CHILI

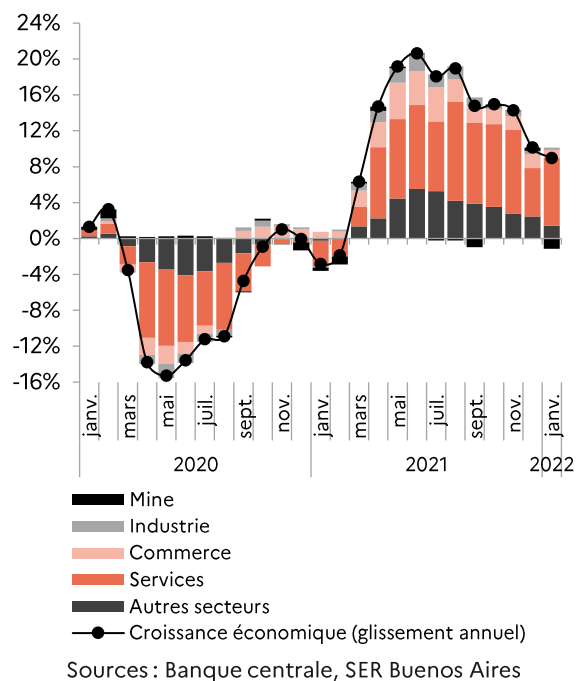
La décélération de l'économie chilienne est déjà visible en janvier

L'économie a enregistré une croissance de 9% en janvier par rapport au même mois en 2021. Cette performance marque le début d'une décélération du PIB chilien qui met fin à neuf mois consécutifs d'une croissance à deux chiffres. Par ailleurs, cette décélération pourrait s'accroître dans le contexte de la

guerre en Ukraine, qui pourrait engendrer une inflation durable et des risques baissiers sur la croissance et le commerce extérieur. Les anticipations des agents économiques tablent ainsi sur une croissance de 7,5% sur un an en février et 7,4% pour le 1^{er} trimestre de 2022. Pour rappel, la Banque centrale projette une hausse du PIB comprise entre 1,5% et 2,5% pour cette année.

Le ralentissement de la croissance en janvier a notamment été dû aux résultats du secteur minier. L'activité minière a reculé (-6,0% sur un an), à la différence des services (+17,0%) et du commerce (+8,4%) qui ont enregistré une forte croissance. L'industrie a progressé plus modestement (+2,4%), plombée par les activités liées au secteur minier.

Contribution des différents secteurs à la croissance économique



Cependant, si la croissance se tasse peu à peu, les tensions sur les prix ne faiblissent pas. En effet, en janvier, la hausse des prix aux producteurs industriels s'est poursuivie,



avec une augmentation de 30,2% sur un an en janvier. Cette hausse est surtout visible dans le secteur minier, où l'indice des prix aux producteurs miniers a enregistré une hausse de 39,2% sur un an, principalement à cause du cuivre.

De plus, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,3% sur le mois en février. Cette hausse a surtout été portée par les prix alimentaires (+1,8%). Sur un an, l'inflation s'est élevée à 7,8%, un résultat légèrement supérieur aux 7,7% du mois de janvier. Sous l'effet de cette forte inflation, le niveau des salaires a diminué de 0,2% en termes réels en janvier, par rapport au même mois en 2021, après avoir déjà baissé de 0,4% en décembre.

Sur la période allant de novembre 2021 à janvier 2022, les indicateurs du marché du travail se sont globalement améliorés. En effet, le taux de participation s'est élevé, en moyenne, à 58,7% (contre 58,5% entre octobre et décembre 2021) et le taux d'emploi à 54,4% (contre 54,3%). Seuls le taux de chômage a légèrement augmenté, s'établissant à 7,3% (contre 7,2%).

Mais malgré une baisse des salaires réels, le marché du travail chilien a été relativement résilient face à la crise sanitaire. Selon une enquête de l'INE (Institut national des statistiques), six personnes sur dix ayant perdu leur emploi au début de la pandémie en ont déjà retrouvé un. En novembre 2021, deux tiers des ménages déclaraient que leurs revenus avaient augmenté ou étaient restés inchangés depuis le début de la pandémie. Ce résultat positif s'explique notamment par le soutien massif de l'État et par les mesures de promotion de l'emploi.

Cela est d'ailleurs confirmé par le classement Bloomberg de résilience au Covid : le Chili occupe la 15^{ème} place, entre la Suisse (14^{ème})

et la France (16^{ème}). C'est le pays d'Amérique du Sud avec le meilleur score, suivi de l'Argentine à la 17^{ème} place. Il s'explique notamment par le taux élevé de couverture vaccinale de la population. Cependant, le Chili a récemment perdu quelques places du fait des révisions à la baisse des projections de croissance du PIB, qui est estimée à 2,5% par Bloomberg.

Mais si le redressement de l'économie a permis de rehausser le taux de participation des femmes au marché du travail à 48,3% en moyenne entre novembre 2021 et janvier 2022 – contre 41% au plus fort de la crise – ce dernier n'a toujours pas retrouvé son niveau pré-pandémique de 53% et se situe très en-deçà de celui des hommes à 69,3%. Par ailleurs, le taux de chômage des femmes s'est élevé à 7,7% contre 6,9% pour les hommes. Le gouvernement a présenté cette semaine un plan d'action national pour la période 2021-2030, dans le but d'accroître la participation des femmes au marché du travail. Il vise à encourager l'entrepreneuriat féminin et l'accès des femmes au marché du travail, mais aussi à réduire les écarts de salaires, renforcer les compétences de travail des femmes et sanctionner les violences sur les lieux de travail.

Avec la nomination de Stephany Griffith-Jones comme nouvelle conseillère de la Banque centrale, l'équipe dirigeante de l'institution est résolument mixte et équilibrée politiquement

Le Sénat a ratifié cette semaine à l'unanimité la nomination de l'économiste de 74 ans Stephany Griffith-Jones, pour le poste de conseillère de la Banque centrale du Chili.



Celle-ci vient ainsi combler la place laissée désormais vacante par Mario Marcel, qui occupait simultanément jusqu'au 21 janvier dernier les postes de président et conseiller de la Banque centrale, et qui deviendra ministre des Finances ce vendredi 11 mars lors de la prise de fonctions du nouveau président Gabriel Boric.

Stephany Griffith-Jones est diplômée de l'Université du Chili en tant qu'ingénieure commerciale, mais également titulaire d'un doctorat en Économie de l'Université de Cambridge. Elle a notamment fait partie du conseil économique consultatif de Gabriel Boric lors de sa campagne.

En cette semaine marquée par la journée de la femme, il convient de souligner que le Conseil de la Banque centrale n'a jamais été aussi mixte. Il se compose désormais de Rosanna Costa (indépendante, proche du parti de droite UDI), présidente du Conseil depuis le 3 février et 1^{ère} femme présidente de la Banque centrale depuis sa création, ainsi que de Stephany Griffith-Jones, Pablo García Silva (vice-président, proche du parti de centre gauche PPD), d'Alberto Naudon (indépendant) et de Luis Felipe Céspedes (membre du parti centriste DC).

Les conseillers auront à collaborer pendant plusieurs années, quatre d'entre eux ayant été nommés en 2022. À noter que le nombre de conseillers qui siègent pourraient évoluer avec la nouvelle Constitution : la commission des systèmes judiciaires est en train d'étudier la possibilité de faire évoluer le nombre de conseillers de 5 à 7.

PARAGUAY

Les échanges commerciaux entre la France et le Paraguay, très modestes, ont baissé en 2021

Les échanges commerciaux entre la France et le Paraguay, après avoir légèrement progressé de 0,3% en 2020, ont baissé de 11,2% en 2021, conservant un niveau modeste de 75 MEUR.

Au cours des dernières années, ces échanges ont évolué en dents de scie, en alternant des périodes d'expansion (+24,7% en 2018) et de récession (-7,5% en 2019).

Les exportations françaises au Paraguay ont progressé de 11,9% en 2021 (après deux années consécutives de baisses de -3,8% en 2019 et -15,6% en 2020), atteignant 56 MEUR. Cette performance relativement modeste s'explique par le fait que le 1^{er} poste des exportations françaises, soit les « *produits chimiques, parfums et cosmétiques* » (25 MEUR ; 44,0% des ventes françaises), ait reculé de 7,4% en 2021. Ce résultat a été compensé par le dynamisme des 2^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} postes d'exportation, regroupant les « *produits pharmaceutiques* » (10 MEUR ; 17,9%), les « *produits des industries agroalimentaires* » (4,6 MEUR ; 8,2%), ainsi que les « *matériels de transport* » (3,3 MEUR ; 5,9%), qui ont augmenté de, respectivement, 57,6%, 56,0% et 34,6%. Le 3^{ème} poste d'exportation, à savoir les « *équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique* » (7,4 MEUR ; 13,2%) a également légèrement contribué à la croissance des exportations françaises sur la période, progressant de 7,3%. Il a surtout été porté par les « *équipements électriques et ménagers* » (3,4 MEUR ; 6,1%), qui ont progressé de 43,2%.



De leur côté, les importations ont fortement baissé de 44,7% sur en 2021 (après une hausse de 37,9% en 2020), atteignant 19 MEUR. Ce résultat a surtout été dû à la forte baisse de 57,4% qui a été enregistrée par le 1^{er} poste des importations françaises, à savoir les « *produits des industries agroalimentaires* » (11 MEUR ; 59,1% des achats français). Il est également dû à la baisse de 22,8% enregistrée par le 3^{ème} poste d'exportation, à savoir les « *produits chimiques, parfums et cosmétiques* » (2,3 MEUR ; 12,1%), et dans une moindre mesure, par celle du 2^{ème} poste d'exportation, soit les « *produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture* » (3,2 MEUR ; 16,6%), de 3,3%. Seuls les « *produits pharmaceutiques* » (2 MEUR ; 10,4%), représentant le 4^{ème} poste d'exportation, ont enregistré une hausse de 44,3% sur la période.

Le solde commercial reste ainsi en faveur de la France en 2021, à 37 MEUR, en progression par rapport aux 15 MEUR enregistrés en 2020 (+138,9%). Il reste tout de même en-dessous de son bon niveau de 2017 (40 MEUR).

La France était ainsi le 18^{ème} fournisseur du Paraguay, avec une part de marché de 0,8% en 2021, en baisse par rapport aux 0,9% de 2020. Elle se situait notamment derrière la Chine (29,7%), suivie du Brésil (24,4%) et de l'Argentine (9,5%). Au niveau européen, elle occupait la 4^{ème} place, derrière l'Allemagne (2,1%), l'Espagne (1,1%) et les Pays-Bas (0,9%). Par ailleurs, le Paraguay était le 125^{ème} client de la France en 2021, alors qu'il était au 131^{ème} rang en 2020. De plus, le Paraguay était le 140^{ème} fournisseur de la France en 2021, alors qu'il était au 122^{ème} rang en 2020. Enfin, le Paraguay était le 14^{ème} client de la France en Amérique latine et son 21^{ème} fournisseur.

URUGUAY

L'inflation importée n'a pas cédé en février, minant un peu plus les marges des producteurs et les salaires réels

En février, les tensions inflationnistes sont restées vives, marquant une hausse de 1,5% sur un mois (après +1,8% en janvier). En glissement annuel, l'inflation a augmenté de 8,9% (+8,2% en janvier). En cumulé depuis le début de l'année, elle s'élève déjà à 3,3%.

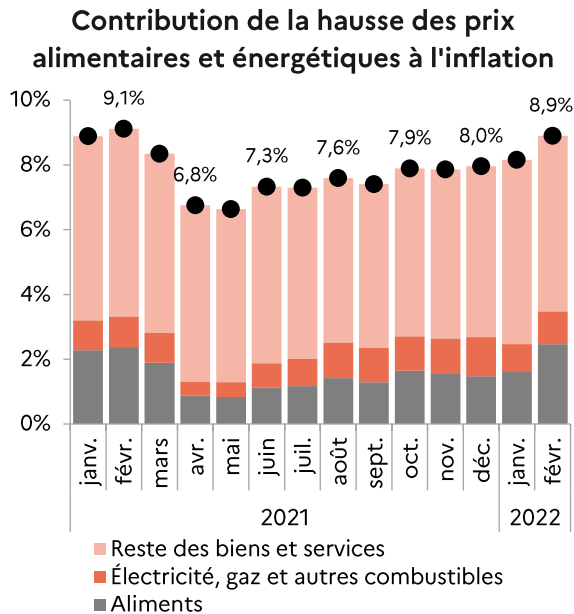
Outre les facteurs saisonniers, comme le début de l'année scolaire qui a tiré à la hausse les prix liés à l'éducation (+3,9% sur un mois en février), les prix continuent à être victimes de l'inflation importée, et surtout de la hausse des cours alimentaires et énergétiques.

En effet, d'une part, les prix des aliments et boissons non alcooliques ont enregistré une hausse notable sur la période (+3,2%), avec des augmentations marquées pour certaines catégories de biens, comme les légumes et les légumineuses (+20,7%).

D'autre part, les prix des combustibles ont nettement augmenté, surtout pour l'essence (+4,3%) et le gazole (+6,0%). En effet, le gouvernement a, après quatre mois de gel des prix, décidé de les augmenter en février pour compenser en partie la forte hausse des prix du pétrole au niveau mondial (monté jusqu'à près de 124 USD par baril, soit une hausse de 65% depuis le début de l'année).

Ces fortes tensions inflationnistes devraient, selon la Banque centrale, persister au cours du 1^{er} semestre, puis commencer à s'atténuer pendant la 2^{ème} partie de l'année. Cependant, les agents économiques anticipent de leur côté une inflation durablement supérieure à

la bande cible de la Banque centrale (de 3-6% à partir de septembre 2022), à près de 7,1% pour 2022, tout comme les entrepreneurs qui l'anticipent à 8%.



Sources : INE, SER Buenos Aires

De plus, ces tensions continuent à poser au moins deux problèmes. Tout d'abord, elles pèsent très fortement sur les marges des producteurs, via notamment la forte hausse des prix à la production pour les producteurs nationaux (+3,0% sur un mois un février ; +21,3% sur un an). Ainsi, les secteurs les plus touchés sont – mécaniquement – le secteur agricole (+6,1% sur un mois ; +29,5% sur un an) et l'industrie manufacturière (+1,3% ; +17,1%), dont l'activité pétrolière (+8,3% ; +41,7%).

Cependant, les cours élevés des matières premières favorisent également les secteurs exportateurs, comme l'élevage bovin, qui portent la croissance en ce début d'année. L'indicateur avancé d'activité (ILC+), publié par le centre d'études CERES, a enregistré en

février, à l'instar du mois de janvier, une croissance de 0,2% sur un mois. En glissement mensuel, la croissance s'est élevée à 3,2% en février (après +2,1% en janvier), cumulant une croissance de 2,6% sur un an sur les deux premiers mois de l'année.

De plus, ces tensions pèsent sur les salaires réels. S'ils ont légèrement augmenté en début d'année par rapport à la fin 2021 (+2,2% en janvier en glissement mensuel), ils sont restés très en-dessous de leur niveau d'il y a un an (-1,2% en janvier par rapport au même mois de l'année passée).

Plus généralement, les résultats du marché du travail se sont très légèrement détériorés en janvier, avec une baisse du taux d'activité à 61,7% en janvier (contre 62,0% en décembre), une baisse du taux d'emploi à 57,1% (contre 57,7%) et une hausse du taux de chômage à 7,4% (contre 7,0% en décembre, lorsqu'il avait atteint son plus bas niveau depuis quatre ans).

De plus, la part des travailleurs employés dits absents, notamment en raison de demandes de congés, a bondi en janvier à 25,1% (contre 17,5% en janvier 2021) en raison des vacances d'été et de la vague de contaminations de COVID-19 liée au variant Omicron.

Les seules bonnes nouvelles sont, en premier lieu, la poursuite de la diminution de la part des travailleurs dits sous-employés, soit ceux travaillant moins de 40 heures par semaine et souhaitant et étant disponibles pour travailler davantage. Il est passé de 9,2% en décembre à 8,1% en janvier. Par ailleurs, la part des travailleurs non-inscrits à la Sécurité sociale pour leur emploi principal, équivalents à des travailleurs informels, est restée stable en janvier par rapport à décembre, à 21,8%.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Service économique régional de Buenos Aires, Ambassade de France en Argentine

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Compte Twitter :

samuel.adjutor@dgtresor.gouv.fr
[@TresorArgentina](https://twitter.com/TresorArgentina)